

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE ET MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 95 — 1600

[S-Mac — 11169]

27 MARS 1995. — Loi relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Objet et champ d'application*

Article 1er. La présente loi organise la protection des droits des preneurs d'assurance, des assurés et des tiers qui participent à l'exécution des contrats d'assurance. A cet effet, elle fixe les conditions à remplir pour agir en qualité d'intermédiaire d'assurances ou offrir en vente au public des produits d'assurance sous quelque forme que ce soit, ainsi que les règles régissant l'information du public, et organise le contrôle du respect de ces conditions et règles.

Art. 2. § 1er. La présente loi s'applique à tous les intermédiaires d'assurances à l'exception de ceux qui exercent les activités mentionnées à l'alinéa 2 en vue de la réassurance de risques ou de l'assurance des risques uniquement de leur propre entreprise ou du groupe d'entreprises auquel ils appartiennent.

Par intermédiaire d'assurances, il faut entendre toute personne morale ou toute personne physique ayant la qualité de travailleur indépendant, au sens de la législation sociale, exerçant une des activités énoncées ci-après, sous quelque forme que ce soit, même à titre occasionnel :

a) l'activité professionnelle des personnes qui, en vue de la couverture de risques à assurer, mettent en rapport des preneurs et des entreprises d'assurance sans être tenues dans le choix de celles-ci. préparent la

(1) *Session extraordinaire 1991-1992.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi déposée par M. Cauwenberghs, n° 390/1. — Amendements, n°s 390/2 à 5. — Rapport fait au nom des Commissions réunies de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education et des Institutions scientifiques et culturelles nationales et de l'Agriculture et des Classes moyennes, par Mme Nelis-Van Liedekerke, n° 390/6. — Texte adopté par les Commissions réunies, n° 390/7. — Amendements, nos 390/8 et 9.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 11 mars 1993.

Session ordinaire 1992-1993.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 683/1. — Rapport fait au nom de la Commission de l'Economie par M. Hofman, n° 683/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 1er février 1995.

Session ordinaire 1994-1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 390/10. — Amendements, n° 390/11. — Rapport fait au nom de la Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education et des Institutions scientifiques et culturelles nationales par M. De Clerck, n° 390/12.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 15 et 16 mars 1995.

MINISTERIE VAN JUSTITIE EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 95 — 1600

[S-Mac — 11169]

27 MAART 1995. — Wet betreffende de verzekeringsbemiddeling en de distributie van verzekeringen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen. Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Doel en toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze wet heeft tot doel de rechten te beschermen van de verzekeringnemers, van de verzekeren en van de derden die betrokken zijn bij de uitvoering van verzekeringsovereenkomsten. Daarom bepaalt deze wet de voorwaarden waaraan voldaan moet zijn om als verzekerings-tussenpersoon op te treden of om verzekeringsprodukten aan het publiek te koop aan te bieden in welke vorm ook, alsook de regels betreffende de informatie aan het publiek, en organiseert zij de controle op de naleving van die voorwaarden en regels.

Art. 2. § 1. Deze wet is van toepassing op alle verzekeringstussenpersonen met uitzondering van hen die de in het tweede lid vermelde activiteiten uitoefenen met het oog op het herverzekeren van risico's of het verzekeren van de risico's uitsluitend van de eigen onderneming of van de groep van ondernemingen waartoe ze behoren.

Onder verzekeringstussenpersonen worden verstaan alle rechtspersonen of alle natuurlijke personen werkzaam als zelfstandige, in de zin van de sociale wetgeving, die in welke vorm ook een van de hierna vermelde werkzaamheden uitoefenen, zelfs occasioneel :

a) de beroepswerkzaamheden van de personen die met het oog op de dekking van te verzekeren risico's verzekeringsnemers en verzekerings-ondernemingen met elkaar in contact brengen, zonder in de keuze van deze

(1) *Buitengewone zitting 1991-1992.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel ingediend door de heer Cauwenberghs, nr. 390/1. — Amendementen, nrs. 390/2 tot 5. — Verslag namens de Verenigde Commissies voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen en voor de Landbouw en de Middenstand uitgebracht door Mevrouw Nelis-Van Liedekerke, nr. 390/6. — Tekst aangenomen door de Verenigde Commissies, nr. 390/7. — Amendementen, nrs. 390/8 en 9.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 maart 1993.

Gewone zitting 1992-1993.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 683/1. — Verslag namens de Commissie voor de Economische Aangelegenheden uitgebracht door de heer Hofman, nr. 683/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 februari 1995.

Gewone zitting 1994-1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp gewijzigd door de Senaat, nr. 390/10. — Amendementen, nr. 390/11. — Verslag namens de Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen uitgebracht door de heer De Clerck, nr. 390/12.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 en 16 maart 1995.

conclusion des contrats et aident éventuellement à leur gestion et à leur exécution, notamment en cas de sinistre;

b) l'activité professionnelle des personnes chargées en vertu d'un ou de plusieurs contrats ou de procurations de présenter, de proposer et de préparer ou de conclure des contrats d'assurance ou d'aider à leur gestion et à leur exécution, notamment en cas de sinistre, au nom et pour le compte, ou uniquement pour le compte, d'une ou de plusieurs entreprises d'assurance;

c) les activités des personnes autres que celles visées aux points a) et b) mais agissant pour le compte de celles-ci, qui notamment exécutent les travaux introductifs, présentent des contrats d'assurance ou encaissent des primes sans que ces opérations puissent comporter des engagements envers le public ou de sa part;

d) toute activité professionnelle autre que celles visées aux points a), b) ou c), comportant une intermédiation en vue de la conclusion d'un contrat d'assurance entre un candidat preneur d'assurance et une entreprise d'assurances.

§ 2. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux personnes qui, dans une entreprise d'assurance, sont désignées comme responsables pour la distribution de produits d'assurance. Ces personnes doivent satisfaire aux mêmes conditions en matière de connaissance professionnelle, d'aptitude et d'honorabilité professionnelle que celles prévues pour les intermédiaires à l'article 10, 1° et 3°.

Les autres personnes d'une entreprise d'assurances qui, de quelque manière que ce soit, sont en rapport avec le public, en vue d'offrir en vente ou de vendre des produits de leur entreprise doivent satisfaire aux conditions en matière de connaissances professionnelles, fixées à l'article 11, § 2.

Art. 3. Lorsque l'une des activités professionnelles définies à l'article 2, § 1er, est exercée par une personne morale ou par une personne physique occupant des travailleurs, les conditions relatives aux connaissances professionnelles, aptitudes et honorabilité professionnelle requises doivent être remplies par les personnes qui sont désignées comme responsables pour la distribution de produits d'assurance.

Les autres personnes qui, de quelque manière que ce soit, sont en rapport avec le public en vue d'offrir en vente ou de vendre des produits d'assurance doivent satisfaire aux conditions en matière de connaissances professionnelles fixées à l'article 11, § 2.

Art. 4. Les intermédiaires visés à l'article 3 et les entreprises d'assurances désignent des responsables de la distribution, au moins un pour le siège central et un par succursale où une activité de distribution est exercée. S'ils y emploient plus de cinq personnes, ils désignent au moins deux responsables de la distribution pour le siège central.

CHAPITRE II. — *Inscription*

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 5. Nul ne peut exercer en Belgique une des activités définies à l'article 2, § 1er, s'il n'est inscrit au registre des intermédiaires d'assurances tenu par l'Office de Contrôle des Assurances. Ce registre double comprend le registre des intermédiaires indépendants et le registre des intermédiaires non indépendants.

Seul l'intermédiaire exerçant une des activités visées à l'article 2, § 1er, sans être lié de jure et de facto au choix d'une entreprise d'assurances, peut être inscrit au registre des intermédiaires indépendants.

A cet effet, il adresse chaque année à l'Office de Contrôle des Assurances une liste des actionnaires qui, de manière directe ou indirecte, exercent un contrôle sur son entreprise ainsi qu'un relevé de la répartition exprimée en pour cent de la commission versée l'année précédente par chaque entreprise d'assurances avec laquelle il traite.

L'Office de Contrôle des Assurances décide notamment, sur la base de cette liste et de ce relevé, si l'intermédiaire est encore indépendant.

Art. 6. L'intermédiaire d'assurances mentionne son numéro d'inscription au registre des intermédiaires sur son papier à lettre, sur tous les autres documents qui émanent de lui ainsi que dans la publicité qu'il fait.

Il informe le client qui en fait la demande de la nature et de l'étendue de ses compétences.

laatste gebonden te zijn, het sluiten van de verzekeringsovereenkomsten voorbereiden en eventueel behulpzaam zijn bij het beheer en de uitvoering daarvan, met name in geval van schade;

b) de beroepswerkzaamheden van de personen die uit hoofde van een of meer overeenkomsten of volmachten belast zijn met het aanbieden, het voorstellen en het uitwerken of het sluiten van verzekeringsovereenkomsten, of met de medewerking bij het beheer en de uitvoering daarvan, met name in geval van schade, in naam en voor rekening van, of alleen voor rekening van een of meer verzekeringsondernemingen;

c) de werkzaamheden van andere dan in de punten a) en b) bedoelde personen die echter handelen voor rekening van de aldaar bedoelde personen en die met name de inleidende werkzaamheden uitvoeren, verzekeringsovereenkomsten aanbieden of premies innen zonder dat deze werkzaamheden het aangaan van verplichtingen jegens of door het publiek kunnen omvatten;

d) alle andere dan in de punten a), b) of c) omschreven beroepswerkzaamheden, waarbij bemiddeld wordt met het oog op het sluiten van een verzekeringsovereenkomst tussen een kandidaat-verzekeringnemer en een verzekeringsonderneming.

§ 2. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de personen die in een verzekeringsonderneming als verantwoordelijke voor de distributie van verzekeringsprodukten zijn aangewezen. Die personen moeten aan dezelfde vereisten van beroepskennis, geschiktheid en professionele betrouwbaarheid voldoen als voorgeschreven voor de tussenpersonen in artikel 10, 1° en 3°.

De andere personen van een verzekeringsonderneming die op welke wijze ook in contact staan met het publiek met het oog op het te koop aanbieden of verkopen van de produkten van hun onderneming, moeten voldoen aan de in artikel 11, § 2, bepaalde vereisten inzake beroepskennis.

Art. 3. Als een van de in artikel 2, § 1, omschreven beroepswerkzaamheden uitgeoefend wordt door een rechtspersoon of door een natuurlijke persoon die werknemers in dienst heeft, moeten aan de vereisten van beroepskennis, geschiktheid en professionele betrouwbaarheid worden voldaan door de personen die als verantwoordelijke voor de distributie van verzekeringsprodukten zijn aangewezen.

De andere personen die op welke wijze ook in contact staan met het publiek met het oog op het te koop aanbieden of het verkopen van verzekeringsprodukten, moeten voldoen aan de in artikel 11, § 2, bepaalde vereisten inzake beroepskennis.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde tussenpersonen en de verzekeringsondernemingen wijzen verantwoordelijken aan voor de distributie, ten minste één voor de hoofdzetel en één per bijkantoor waar een distributieactiviteit wordt uitgeoefend. Indien ze er meer dan vijf personen tewerkstellen, wijzen ze voor de hoofdzetel minstens twee verantwoordelijken voor de distributie aan.

HOOFDSTUK II. — *Inscriptie*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 5. Niemand mag in België een van de werkzaamheden omschreven in artikel 2, § 1, uitoefenen zonder ingeschreven te zijn in het register van de verzekeringstussenpersonen bijgehouden door de Controledienst voor de Verzekeringen. Dit register bestaat uit twee delen, waarvan één het register van de onafhankelijke tussenpersonen is en het andere het register van de niet-onafhankelijke tussenpersonen.

Enkel de tussenpersoon die een van de in artikel 2, § 1, omschreven werkzaamheden uitoefent zonder de jure en de facto in de keuze van een verzekeringsonderneming gebonden te zijn, kan ingeschreven worden in het register van de onafhankelijke tussenpersonen.

Daartoe zendt hij jaarlijks aan de Controledienst voor de Verzekeringen een lijst van de aandeelhouders die op directe of indirecte wijze zeggenschap uitoefenen over zijn onderneming en de opgave van de procentuele verdeling van de commissie per verzekeringsonderneming over het voorgaande jaar.

Onder meer op basis van die lijst en die opgave beslist de Controledienst voor de Verzekeringen of de tussenpersoon nog onafhankelijk is.

Art. 6. De verzekeringstussenpersoon vermeldt op het briefpapier en al de andere documenten die van hem uitgaan, evenals op zijn reclame, zijn inschrijvingsnummer in het register van de tussenpersonen.

Op vraag van de cliënt deelt hij deze de aard en de draagwijdte van zijn bevoegdheden mee.

Les intermédiaires non indépendants mentionnent dans toute correspondance et sur tous les imprimés le nom de chaque entreprise d'assurances avec laquelle ils ont conclu un contrat d'agence. Les personnes visées à l'article 2, § 2, mentionnent le nom de l'entreprise d'assurances pour laquelle elles travaillent, directement ou indirectement, dans tous leurs contacts avec le public.

Art. 7. Nul ne peut porter le titre de "courtier d'assurances" en Belgique s'il n'est inscrit au registre des intermédiaires indépendants.

Art. 8. Les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne sont inscrits au registre des intermédiaires indépendants à condition qu'ils satisfassent aux conditions prévues à l'article 10.

Ils sont toutefois dispensés de satisfaire aux exigences prévues à l'article 10, 1^o, s'ils remplissent les conditions prévues par l'arrêté royal du 10 décembre 1979 portant des mises en œuvre de la directive du Conseil des Communautés européennes du 13 décembre 1976 relatives à la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités d'agent et de courtier d'assurances.

Section 2. — Procédure et conditions

Art. 9. Toute demande d'immatriculation est envoyée à l'Office de Contrôle des Assurances dans les formes et dans les conditions fixées par le Roi. Dans sa demande, le candidat doit indiquer dans quelle catégorie il souhaite être inscrit et mentionner celui ou ceux des groupes de branches visés à l'annexe II de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, dans lequel ou lesquels il exerce ses activités.

Si le candidat souhaite exercer les activités décrites à l'article 2, § 1^{er}, en matière d'assurance contre les accidents du travail telle que visée par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, il doit l'indiquer dans sa demande.

Le demandeur doit fournir, à l'appui de sa demande, les documents nécessaires prouvant qu'il satisfait à toutes les conditions.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10, plusieurs candidats peuvent introduire leur demande d'inscription collectivement si leurs obligations sont garanties par un organisme central. Pour l'application de la présente loi, leur dossier sera traité comme s'il s'agissait d'une seule entreprise.

L'Office de Contrôle des Assurances décide, dans les soixante jours de la réception de la demande et des documents requis, d'inscrire ou non le candidat au registre dans la catégorie qu'il a demandée. L'Office de Contrôle des Assurances notifie sa décision au demandeur par lettre recommandée à la poste. En cas de refus, l'Office de Contrôle des Assurances doit motiver ce refus. Toute modification aux documents visés à l'alinéa 3 doit être communiquée immédiatement à l'Office de Contrôle des Assurances, sans préjudice du droit de l'Office de Contrôle des Assurances de recueillir des informations auprès de l'intéressé ou de lui réclamer des documents probants.

La personne immatriculée qui ne satisfait plus à une des conditions prévues à l'article 10 ou qui ne respecte pas les dispositions de l'article 11, sera mise en demeure de régulariser sa situation par l'Office de Contrôle des Assurances. Si elle ne satisfait pas à cette mise en demeure dans le délai fixé par l'Office de Contrôle des Assurances, son inscription au registre sera radiée.

Si elle ne remplit plus les conditions de l'article 5, alinéa 2, elle sera transférée, au registre, dans la catégorie des intermédiaires non indépendants.

La décision d'inscription ou de refus d'inscription au registre des intermédiaires indépendants ou non indépendants, de radiation ou de modification de l'inscription peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat, conformément à la procédure fixée par l'article 7 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

La liste des intermédiaires indépendants et non indépendants qui sont immatriculés, est publiée tous les deux ans au *Moniteur belge*.

De niet-onafhankelijke tussenpersonen vermelden op alle briefwisseling en op al hun drukwerk de naam van elke verzekeringsonderneming waarmee zij een agentuurcontract hebben aangegaan. De personen bedoeld in artikel 2, § 2, vermelden bij elk contact met het publiek de verzekeringsonderneming waarvoor zij op directe of indirecte wijze werken.

Art. 7. Niemand mag in België de titel "verzekeringsmakelaar" dragen indien hij niet is ingeschreven in het register van de onafhankelijke tussenpersonen.

Art. 8. De onderdanen van een lidstaat van de Europese Unie worden ingeschreven in het register van de onafhankelijke tussenpersonen op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 10.

Zij worden niettemin vrijgesteld van het vervullen van de in artikel 10, 1^o, bepaalde vereisten wanneer zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 10 december 1979 houdende maatregelen ter voldoening aan de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 13 december 1976 betreffende de verwezenlijking van de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten voor de werkzaamheden van verzekeringsagent en verzekeringsmakelaar.

Afdeling 2. — Procedure en voorwaarden

Art. 9. Elke aanvraag om registratie wordt overeenkomstig de door de Koning vastgestelde vormen en voorwaarden gericht aan de Controle-dienst voor de Verzekeringen. In zijn aanvraag moet de kandidaat aanduiden in welke categorie hij ingeschreven wenst te worden en vermelden in welke groep of groepen van takken, zoals bedoeld in bijlage II van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, hij zijn werkzaamheden uitoefent.

Indien de kandidaat de werkzaamheden omschreven in artikel 2, § 1, wenst uit te oefenen inzake de arbeidsongevallenverzekering, bedoeld in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 of in de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, moet hij dat in zijn aanvraag vermelden.

De aanvrager moet zijn aanvraag staven met de nodige documenten die aantonen dat hij aan alle voorwaarden voldoet.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 10 kunnen meerdere kandidaten hun aanvraag tot inschrijving collectief indienen, indien hun verplichtingen door een centrale instelling worden gewaarborgd. Voor de toepassing van deze wet wordt hun dossier behandeld alsof het om een enkele onderneming ging.

Binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag en van de vereiste documenten beslist de Controledienst voor de Verzekeringen de kandidaat al dan niet in te schrijven in het register onder de door hem gevraagde categorie. De Controledienst voor de Verzekeringen brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager bij een ter post aangetekende brief. In geval van weigering moet de Controledienst voor de Verzekeringen deze weigering motiveren. Elke wijziging van de in het derde lid vermelde documenten moet onverwijld aan de Controledienst voor de Verzekeringen worden medegedeeld, onverminderd het recht van de Controledienst voor de Verzekeringen om bij de betrokkene informatie in te winnen of bewijskrachtige documenten op te vragen.

Wanneer een geregistreerde persoon niet meer voldoet aan een van de voorwaarden van artikel 10 of indien hij in gebreke blijft de voorschriften van artikel 11 na te leven, wordt hij door de Controledienst voor de Verzekeringen aangemaand om zijn toestand te regulariseren. Indien hij daaraan geen gevolg geeft binnen de door de Controledienst voor de Verzekeringen gestelde termijn, wordt zijn inschrijving in het register geschrapt.

Indien hij niet meer voldoet aan de voorwaarden van artikel 5, tweede lid, wordt hij in het register overgebracht naar de categorie van de niet-onafhankelijke tussenpersonen.

Tegen een beslissing tot inschrijving in het register van de onafhankelijke of de niet-onafhankelijke tussenpersonen of tot weigering, schrapping of wijziging van de inschrijving is beroep mogelijk bij de Raad van State volgens de procedure ingesteld door artikel 7 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

De lijst van de geregistreerde onafhankelijke en niet-onafhankelijke tussenpersonen wordt tweemaal bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. Pour pouvoir être inscrit au registre des intermédiaires d'assurances et pouvoir conserver cette inscription, l'intermédiaire d'assurances intéressé doit :

- 1° Posséder les connaissances professionnelles requises.
- 2° Avoir une capacité financière suffisante.

Le Roi détermine la forme et le contenu de cette exigence sur proposition de l'Office de Contrôle des Assurances.

3° Présenter une aptitude et une honorabilité professionnelle suffisantes. L'intéressé ne peut se trouver dans l'un des cas prévus à l'article 90, § 2, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. Les articles 3, 3bis et 3ter de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillits d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions, ne s'appliquent, pour ce qui concerne la présente loi, qu'aux personnes qui souhaitent exercer les activités visées à l'article 2 en qualité de travailleur indépendant.

- 4° Avoir assuré les risques liés à la responsabilité professionnelle.

Sont toutefois dispensés de cette obligation d'assurer leur responsabilité professionnelle, les intermédiaires agissant pour le compte ou au nom d'entreprises d'assurances ou d'autres intermédiaires, y compris les établissements de crédit, qui assument cette responsabilité.

Le Roi fixe, sur proposition de l'Office de Contrôle des Assurances, les conditions de l'assurance.

5° Se porter garant de la conformité avec les dispositions légales et réglementaires belges d'intérêt général des produits qu'il offre, s'il s'agit de contrats d'assurance conclus avec des entreprises d'assurances ne faisant pas l'objet d'un agrément en Belgique.

Cette exigence ne vaut pas pour les contrats d'assurance relatifs aux grands risques tels que définis à l'article 1er de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances.

- 6° Payer un droit d'inscription annuel.

Le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions détermine, sur proposition de l'Office de Contrôle des Assurances, le montant de ce droit d'inscription, suivant les critères à déterminer par le Roi.

Art. 11. § 1er. Par les connaissances professionnelles requises visées à l'article 10, 1°, il y a lieu d'entendre :

- 1° Une connaissance suffisante des matières suivantes

A. Connaissances techniques :

- a) la législation sur le contrat d'assurance;
- b) la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances en ce qui concerne la conclusion des contrats d'assurance, y compris les dispositions importantes de la réglementation européenne;
- c) la législation relative à la protection du consommateur et la législation sur les pratiques du commerce;
- d) la réglementation, la technique et les aspects fiscaux des différentes branches d'assurance.

B. Connaissances de gestion d'entreprises :

- a) principes fondamentaux de la comptabilité;
 - b) principes fondamentaux du droit fiscal et social de la profession.
- 2° Une expérience pratique en assurances, dont la durée est fixée conformément au § 3.

L'Office de Contrôle des Assurances détermine la structure et le contenu de cette expérience pratique, ainsi que les actes pouvant être accomplis sous la supervision d'une personne inscrite au cours de la période d'acquisition de l'expérience pratique.

§ 2. Les personnes visées à l'article 2, § 1er, c), à l'article 2, § 2, deuxième alinéa, et à l'article 3, deuxième alinéa, sont dispensées de la connaissance des matières énumérées au § 1er, 1°, A, b) et c) et B, ainsi que de l'expérience pratique en assurance fixée au § 1er, 2°. Pour ces personnes, les connaissances énumérées au § 1er, 1°, A, a) et d), sont limitées à une connaissance de base de la législation sur le contrat d'assurance et de la réglementation, la technique et les aspects fiscaux des produits d'assurances qu'elles offrent en vente ou vendent. Les personnes visées à l'article 2, § 2, premier alinéa et à l'article 3, premier alinéa, sont dispensées de la connaissance des matières énumérées au § 1er, B.

Art. 10. Om in het register van de verzekeringstussenpersonen te worden ingeschreven en die inschrijving te behouden, moet de betrokken verzekeringstussenpersoon :

- 1° De vereiste beroepskennis bezitten.
- 2° Een voldoende financiële draagkracht waarborgen.

De Koning bepaalt op voorstel van de Controledienst voor de Verzekeringen de vorm en de inhoud van deze vereiste.

3° Een voldoende geschiktheid en professionele betrouwbaarheid garanderen. De betrokkene mag zich niet bevinden in een van de gevallen opgesomd in artikel 90, § 2, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen. De artikelen 3, 3bis en 3ter van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken, zijn, wat deze wet betreft, enkel van toepassing op degenen die de werkzaamheden vermeld in artikel 2 als zelfstandige wensen uit te oefenen.

- 4° De risico's voor beroepsaansprakelijkheid verzekerd hebben.

Van deze vereiste van beroepsaansprakelijkheidsverzekering zijn evenwel vrijgesteld de tussenpersonen voor zover de verzekeringsondernemingen of andere tussenpersonen, met inbegrip van de kredietinstellingen, waarvoor of in naam waarvan zij optreden, die aansprakelijkheid op zich nemen.

De Koning bepaalt op voorstel van de Controledienst voor de Verzekeringen de voorwaarden van de verzekering.

5° Garant staan voor de conformiteit van de door hem aangeboden produkten met de Belgische wettelijke en reglementaire bepalingen van algemeen belang, indien het gaat om verzekeringsovereenkomsten met niet in België toegelaten verzekeringsondernemingen.

Deze vereiste geldt niet ten aanzien van de verzekeringsovereenkomsten betreffende de grote risico's, zoals die worden gedefinieerd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen.

- 6° Een jaarlijks inschrijvingsrecht betalen.

Op voorstel van de Controledienst voor de Verzekeringen bepaalt de minister die bevoegd is voor Economische Zaken, het bedrag van dat inschrijvingsrecht volgens de door de Koning te bepalen criteria

Art. 11. § 1. Onder de vereiste beroepskennis bedoeld in artikel 10, 1°, wordt verstaan :

- 1° Een voldoende kennis van de volgende materies :

A. Technische kennis :

- a) de wetgeving op de verzekeringsovereenkomst;
- b) de wetgeving betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen wat het sluiten van de verzekeringsovereenkomsten betreft, met inbegrip van de belangrijke bepalingen van de Europese regelgeving;
- c) de wetgeving op de bescherming van de consument en de wetgeving op de handelspraktijken;
- d) de reglementering, de techniek en de fiscale aspecten van de onderscheiden verzekeringstakken.

B. Bedrijfsbeheer :

- a) grondbegrippen van boekhouding;
 - b) grondbegrippen van fiscaal en sociaal recht in verband met het beroep.
- 2° Een praktische ervaring in verzekeringen, waarvan de duur wordt bepaald overeenkomstig § 3.

De Controledienst voor de Verzekeringen bepaalt de structuur en de inhoud van die praktische ervaring, alsook de handelingen die onder supervisie van een ingeschreven persoon kunnen worden verricht tijdens de periode waarin praktische ervaring wordt opgedaan.

§ 2. De personen bedoeld in artikel 2, § 1, c), in artikel 2, § 2, tweede lid, en in artikel 3, tweede lid, worden vrijgesteld van de kennis van de materies bepaald in § 1, 1°, A, b) en c), en B, alsook van de praktische ervaring in verzekeringen vastgesteld in § 1, 2°. Voor die personen wordt de kennis bepaald in § 1, 1°, A, a) en d), beperkt tot een basiskennis van de wetgeving op de verzekeringsovereenkomst en van de reglementering, de techniek en de fiscale aspecten van de verzekeringsprodukten die zij te koop aanbieden of verkopen. De personen bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, en in artikel 3, eerste lid, worden vrijgesteld van de kennis van de materies opgesomd in § 1, B.

Pour les autres personnes qui limitent leurs activités à l'un ou plusieurs des groupes de branches énumérés à l'annexe II de l'arrêté royal du 22 février 1991 I portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances ou à l'assurance légale contre les accidents du travail, les connaissances techniques visées au § 1er, 1^o, A, d), sont limitées à celui ou ceux des groupes de branches dans lequel ou lesquels elles exercent leurs activités. Le cas échéant, cette limitation de l'activité est portée au registre.

§ 3. La preuve des connaissances professionnelles requises est fournie par :

1^o les porteurs de l'un des diplômes d'enseignement supérieur énumérés par le Roi, qui ont acquis une expérience pratique dont la durée est déterminée par le Roi mais ne pourra excéder deux années.

2^o les porteurs d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, qui auront suivi avec fruit un cours spécialisé en assurances organisé par ou en vertu d'un décret d'un gouvernement communautaire, une organisation professionnelle représentative, une entreprise d'assurances ou un intermédiaire y compris les établissements de crédit. Ce cours spécialisé doit être agréé par l'Office de Contrôle des Assurances. L'intéressé doit également justifier d'une expérience pratique dont la durée sera fixée par le Roi mais ne pourra excéder deux années.

La durée de cette expérience pratique est réduite de moitié pour les personnes qui ne demandent pas leur inscription au registre des intermédiaires indépendants.

Les entreprises d'assurances, les organisations professionnelles et les intermédiaires, y compris les établissements de crédit, communiquent à l'Office de Contrôle des Assurances la structure et le contenu de leur programme de formation. L'Office de Contrôle des Assurances vérifie si le programme de formation répond aux exigences requises en vertu du présent article et si les lauréats ont suivi le programme avec fruit. L'Office de Contrôle des Assurances peut, si nécessaire, retirer son agrément.

§ 4. Les entreprises d'assurances et, le cas échéant, les intermédiaires répondent de la formation de base suffisante fixée au § 2 des personnes visées à l'article 2, § 2, alinéa 2, et à l'article 3, alinéa 2. Cette formation de base doit être agréée par l'Office de Contrôle des Assurances conformément au § 3, 2^o, alinéa 3.

§ 5. Le Roi peut, sur proposition de l'Office de Contrôle des Assurances, modifier les dispositions des paragraphes précédents afin de les mettre en concordance avec les dispositions légales ou réglementaires modifiées en matière d'enseignement supérieur ou secondaire.

Art. 12. Les entreprises d'assurances concernées rendent périodiquement compte à l'Office de Contrôle des Assurances de l'exécution de la disposition de l'article 2, § 2, alinéa 1er, en lui communiquant une liste nominative des personnes visées, ainsi que le relevé de toutes les modifications apportées ultérieurement à cette liste.

L'Office de Contrôle des Assurances inscrit ces personnes en mentionnant le numéro de code sous lequel est immatriculée l'entreprise d'assurances en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. L'article 9 s'applique par analogie.

Les intermédiaires d'assurances intéressés rendent périodiquement compte à l'Office de Contrôle des Assurances de l'exécution de la disposition de l'article 3, alinéa 1er, en lui communiquant une liste nominative des personnes responsables ainsi que le relevé de toutes les modifications apportées ultérieurement à cette liste. L'Office de Contrôle des Assurances inscrit ces personnes en mentionnant le numéro d'inscription de l'intermédiaire qui les emploie. L'article 9 s'applique par analogie.

En ce qui concerne toutes les personnes visées à l'article 2, § 2, et à l'article 3, l'employeur conserve la liste et les pièces y afférentes et les tient à la disposition de l'Office de Contrôle des Assurances.

CHAPITRE III. — Organisation du contrôle

Art. 13. L'Office de Contrôle des Assurances institué par l'article 29 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances est chargé de contrôler le respect de la présente loi. Il organise à cet effet un service séparé.

Voor de andere personen die hun werkzaamheden beperken tot een of meer groepen van takken vermeld in bijlage II van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen of tot de wettelijke arbeidsongevallenverzekering, wordt de technische kennis, bedoeld in § 1, 1^o, A, d), beperkt tot de groep of groepen van takken waarin zij hun werkzaamheden uitoefenen. In voorkomend geval wordt deze beperking van de werkzaamheid vermeld in het register.

§ 3. Het bewijs van de vereiste beroepskennis wordt geleverd door :

1^o de houders van een van de door de Koning opgesomde diploma's van hoger onderwijs, die een praktische ervaring hebben opgedaan waarvan de duur door de Koning wordt bepaald doch die niet langer mag zijn dan twee jaar.

2^o de houders van een diploma van hoger middelbaar onderwijs, die een gespecialiseerde cursus in verzekeringen georganiseerd door of krachtens een decreet van een gemeenschapsregering, een representatieve beroepsorganisatie, een verzekeringsonderneming of een tussenpersoon, met inbegrip van de kredietinstellingen, met vrucht gevolgd hebben. Deze gespecialiseerde cursus dient erkend te worden door de Controledienst voor de Verzekeringen. Betrokkene dient ook een praktische ervaring aan te tonen waarvan de duur door de Koning wordt bepaald doch die niet langer mag zijn dan twee jaar.

Voor de personen die geen inschrijving in het register van de onafhankelijke tussenpersonen aanvragen, wordt de duurtijd van die praktische ervaring verminderd tot de helft.

De verzekeringsondernemingen, de beroepsorganisaties en de tussenpersonen, met inbegrip van de kredietinstellingen, delen aan de Controledienst voor de Verzekeringen de structuur en de inhoud van hun opleidingsprogramma mee. De Controledienst voor de Verzekeringen controleert of het opleidingsprogramma aan de in dit artikel gestelde eisen voldoet en of de geslaagde deelnemers met goed gevolg het programma hebben afgewerkt. Zo nodig kan de Controledienst voor de Verzekeringen de erkenning intrekken.

§ 4. De verzekeringsondernemingen en, in voorkomend geval, de tussenpersonen staan in voor de in § 2 bepaalde voldoende basisopleiding van de personen bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, en in artikel 3, tweede lid. Die basisopleiding moet door de Controledienst voor de Verzekeringen erkend worden overeenkomstig § 3, 2^o, derde lid.

§ 5. De Koning kan, op voorstel van de Controledienst voor de Verzekeringen, de bepalingen van de vorige paragrafen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de gewijzigde wettelijke of reglementaire bepalingen inzake het hoger of secundair onderwijs.

Art. 12. De betrokken verzekeringsondernemingen geven over het bepaalde in artikel 2, § 2, eerste lid, periodiek rekenschap aan de Controledienst voor de Verzekeringen door mededeling van een naamlijst van de betreffende personen en van alle latere wijzigingen in die lijst.

Die personen worden door de Controledienst voor de Verzekeringen ingeschreven met vermelding van het codenummer waaronder de verzekeringsonderneming is geregistreerd krachtens de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen. Artikel 9 is van overeenkomstige toepassing.

De betrokken verzekerings-tussenpersonen geven over de uitvoering van het bepaalde in artikel 3, eerste lid, periodiek rekenschap aan de Controledienst voor de Verzekeringen door mededeling van een naamlijst van de verantwoordelijke personen en van alle latere wijzigingen in die lijst. Die personen worden door de Controledienst voor de Verzekeringen ingeschreven met vermelding van het inschrijvingsnummer van de tussenpersoon die hen tewerkstelt. Artikel 9 is van overeenkomstige toepassing.

Betreffende al de personen bedoeld in artikel 2, § 2, en artikel 3, bewaart de werkgever de lijst met de bijhorende stukken en houdt ze ter beschikking van de Controledienst voor de Verzekeringen.

HOOFDSTUK III. — Organisatie van het toezicht

Art. 13. De Controledienst voor de Verzekeringen opgericht door artikel 29 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen wordt belast met de controle op de naleving van deze wet. Daartoe richt hij een afzonderlijke dienst in.

Lorsque l'Office de Contrôle des Assurances relève des pratiques contraires à des législations autres que la présente loi, il en informe les autorités qui ont ces matières dans leurs attributions. De même, celles-ci informent l'Office de Contrôle des Assurances lorsque leurs services ont constaté des infractions aux lois ou arrêtés commises par des personnes soumises à la présente loi. Ces informations restent soumises au secret professionnel auquel ces autorités sont tenues.

L'Office de Contrôle des Assurances pourra, d'office ou sur plainte, avertir et éventuellement suspendre ou faire radier du registre les intermédiaires s'il estime que ces infractions démontrent qu'ils ne possèdent plus l'aptitude requise en vertu de l'article 10.

La radiation entraîne l'interdiction d'exercer l'activité réglementée en Belgique et de porter le titre. La décision d'avertissement, de suspension ou de radiation peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat, conformément à la procédure fixée en vertu de l'article 7 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Art. 14. La Commission des Assurances instituée par l'article 41 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, est compétente pour émettre des avis concernant les arrêtés à prendre en exécution de la présente loi.

CHAPITRE IV. — Sanctions

Art. 15. § 1er. Sans préjudice de l'application de peines plus sévères prévues par le Code pénal, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2 000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui dans une intention frauduleuse :

— exerce l'activité d'intermédiaire sans être inscrit au registre des intermédiaires d'assurances ou sans agir pour le compte d'un intermédiaire inscrit au registre;

— porte, pour désigner sa profession, le titre de courtier d'assurances sans être inscrit au registre en qualité d'intermédiaire indépendant;

— charge un travailleur d'offrir en vente des assurances lorsque celui-ci ne remplit pas les conditions fixées par la présente loi;

— accepte des contrats d'assurance présentés par un intermédiaire non inscrit;

— offre un contrat d'agence à un intermédiaire non inscrit.

Les personnes condamnées pour une des infractions visées ci-dessus peuvent se voir infliger la fermeture définitive ou provisoire d'une partie ou de l'ensemble des locaux affectés à l'exercice de l'activité d'intermédiaire.

Si ces infractions sont dues à la négligence, elles seront punies d'une amende de 1 à 25 francs.

§ 2. Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

§ 3. Toute personne qui refuse de fournir les renseignements et documents que l'Office de Contrôle des Assurances a demandés afin de pouvoir contrôler l'application de la présente loi, qui s'oppose aux mesures d'investigation ou qui fait une fausse déclaration, sera punie d'un emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 26 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement et sera radiée du registre.

Art. 16. § 1er. Encourt, dans les conditions fixées par la présente loi et pour autant que les faits soient passibles de sanctions pénales, une amende administrative de 1 000 francs à 1 000 000 de francs, sans excéder 1 p.c. des commissions encaissées au cours du dernier exercice, celui qui a commis une infraction visée à l'article 15 de la présente loi.

En cas de récidive dans un délai de cinq ans, ce maximum est porté à 3 p.c. sans que le montant puisse excéder 3 millions de francs.

L'amende administrative peut être calculée à raison d'un montant journalier.

§ 2. Les infractions à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative.

§ 3. L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire désigné par le Roi.

Celui-ci transmet un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction au procureur du Roi.

Wanneer de Controledienst voor de Verzekeringen praktijken vaststelt die strijdig zijn met andere wetgevingen dan deze wet, brengt hij de overheden die bevoegd zijn voor deze materies daarvan op de hoogte. Evenzo brengen die overheden de Controledienst voor de Verzekeringen op de hoogte van de door hen vastgestelde inbreuken op wetten of besluiten door personen onderworpen aan deze wet. Deze inlichtingen blijven onderworpen aan de regels van het beroepsgeheim waartoe die overheden zijn gehouden.

De Controledienst voor de Verzekeringen kan ambtshalve of na klacht de tussenpersonen waarschuwen en eventueel schorsen of schrappen uit het register indien hij oordeelt dat die inbreuken aantonen dat zij niet meer geschikt zijn overeenkomstig artikel 10.

De schraping houdt het verbod in om de gereglementeerde werkzaamheid in België uit te oefenen en de titel te voeren. Tegen een beslissing tot waarschuwing, schorsing of schrapping is beroep mogelijk bij de Raad van State volgens de procedure ingesteld door artikel 7 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

Art. 14. De Commissie voor Verzekeringen ingesteld door artikel 41 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen is bevoegd om adviezen uit te brengen in verband met de besluiten te nemen ter uitvoering van deze wet.

HOOFDSTUK IV. — Sancties

Art. 15. § 1. Onverminderd de toepassing van strengere in het Strafwetboek gestelde straffen, wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 200 frank tot 2 000 frank of met een van die straffen alleen gestraft, hij die met bedrieglijk opzet :

— de werkzaamheid van tussenpersoon uitoefent zonder ingeschreven te zijn in het register van de verzekeringstussenpersonen of zonder te handelen voor rekening van een in het register ingeschreven tussenpersoon;

— voor de aanduiding van zijn beroep de titel van verzekeringsmakelaar gebruikt zonder in het register ingeschreven te zijn als onafhankelijk tussenpersoon;

— aan een werknemer opdracht heeft gegeven verzekeringen te koop aan te bieden zonder dat die werknemer aan de in deze wet gestelde voorwaarden voldoet;

— verzekeringen aanneemt aangebracht door een niet-ingeschreven tussenpersoon;

— aan een niet-ingeschreven tussenpersoon een agentuurovereenkomst aanbiedt.

Aan de personen die wegens een van bovenvermelde inbreuken veroordeeld worden, kan een definitieve of tijdelijke sluiting worden opgelegd van een deel van de lokalen of van alle lokalen die worden gebruikt voor de uitoefening van de werkzaamheid van tussenpersoon.

Indien deze inbreuken te wijten zijn aan nalatigheid, worden zij gestraft met geldboete van 1 frank tot 25 frank.

§ 2. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de inbreuken bepaald bij deze wet.

§ 3. Elke persoon die weigert aan de Controledienst voor de Verzekeringen de door hem gevraagde inlichtingen en bescheiden te verstrekken die nodig zijn voor de controle op de toepassing van deze wet of zich tegen de onderzoeksmaatregelen verzet of een valse verklaring aflegt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van 26 frank tot 1 000 frank of met een van die straffen alleen en wordt uit het register geschrapt.

Art. 16. § 1. Onder de bij deze wet gestelde voorwaarden en voor zover de feiten vatbaar zijn voor strafrechtelijke sancties, wordt een administratieve boete opgelegd van 1 000 frank tot 1 000 000 frank, zonder 1 pct. van de tijdens het laatste boekjaar geïnde commissielonen te overschrijden, aan hem die een inbreuk heeft gepleegd bedoeld in artikel 15 van deze wet.

In geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar wordt het maximum gebracht op 3 pct. zonder dat het bedrag 3 miljoen frank mag overschrijden.

De administratieve boete mag worden berekend in een dagbedrag

§ 2. De inbreuken op deze wet of haar uitvoeringsbesluiten geven aanleiding tot hetzij strafvervolgning, hetzij een administratieve boete.

§ 3. De administratieve boete wordt opgelegd door de ambtenaar aangewezen door de Koning.

Deze stuurt een exemplaar van het proces-verbaal dat de inbreuk vaststelt, naar de procureur des Konings.

§ 4. Le procureur du Roi décide s'il y a lieu ou non à poursuites pénales.

Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

Le procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal pour notifier au fonctionnaire désigné par le Roi sa décision quant à l'intentement de poursuites pénales.

§ 5. Dans le cas où le procureur du Roi renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire décide après avoir mis le contrevenant, conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du fonctionnaire fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par une lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Roi.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

§ 6. Le contrevenant qui conteste la décision du fonctionnaire compétent introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal de première instance dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

La disposition de l'alinéa 1er est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 7. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende administrative, la décision du fonctionnaire compétent ou la décision de la juridiction de première instance passée en force de chose jugée est transmise à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

Les poursuites à intenter par l'administration visée à l'alinéa 1er se déroulent conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

§ 8. Le Roi détermine le délai et les modalités de paiement de l'amende administrative de même que le délai d'introduction de la requête près le tribunal de première instance.

§ 9. La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée doit être prise dans les trois ans qui suivent le fait constitutif d'une infraction visée par la présente loi.

Toutefois, les actes d'instruction ou de poursuites en ce compris les notifications du procureur du Roi quant à l'intentement de poursuites pénales et l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visés ci-dessus, faits dans le délai visé à l'alinéa 1er, en interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires

Art. 17. § 1er. Les intermédiaires d'assurances qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, exercent l'activité d'intermédiaire d'assurances depuis au moins un an à temps plein ou depuis au moins trois ans à temps partiel, sont provisoirement autorisés à poursuivre l'exercice de cette activité. Le cas échéant, les personnes désignées comme responsables de la distribution sont provisoirement autorisées à poursuivre l'exercice de leurs activités, si elles les exercent déjà depuis un an à temps plein ou depuis deux ans à temps partiel au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Afin de conserver l'autorisation provisoire, les intermédiaires d'assurances doivent introduire auprès de l'Office de Contrôle des Assurances, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, une demande qui sera accompagnée, le cas échéant, de la liste nominative des personnes désignées comme responsables de la distribution.

La demande doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires qui démontrent que les intermédiaires satisfont aux conditions fixées à l'article 10, 2°, 3°, 4° et 5°. L'autorisation provisoire expire de plein droit lorsque cette preuve n'est pas apportée.

§ 4. De procureur des Konings beslist of er al dan niet een strafvervolging moet worden ingesteld.

De strafvervolging sluit de toepassing van een administratieve boete uit, zelfs indien een vrijspraak er een einde aan maakt.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van een maand te rekenen van de ontvangst van het proces-verbaal om de door de Koning aangewezen ambtenaar in kennis te stellen van zijn beslissing tot het instellen van een strafvervolging.

§ 5. Ingeval de procureur des Konings van vervolging afziet of nalaat zijn beslissing binnen de gestelde termijn kenbaar te maken, beslist de ambtenaar of een administratieve boete wegens de inbreuk dient te worden opgelegd na eerst de overtreder, overeenkomstig de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, in de gelegenheid gesteld te hebben zijn verweermiddelen voor te dragen.

De beslissing van de ambtenaar stelt het bedrag van de administratieve boete vast en is met redenen omkleed. Zij wordt bij een ter post aangezekende brief ter kennis gebracht van de overtreder, samen met een verzoek tot betaling van de boete binnen de door de Koning gestelde termijn.

De kennisgeving van de beslissing die het bedrag van de administratieve boete vaststelt, doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete maakt een einde aan de vordering van de administratie.

§ 6. De overtreder die de beslissing van de bevoegde ambtenaar betwist, stelt op straffe van uitsluiting bij verzoekschrift beroep in bij de rechtbank van eerste aanleg binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing.

De bepaling van het eerste lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd.

§ 7. Indien de overtreder in gebreke blijft de administratieve boete te betalen, wordt de beslissing van de bevoegde ambtenaar of de in kracht van gewijsde gegane beslissing van de rechtbank van eerste aanleg gezonden aan het Bestuur der Registratie en Domeinen met het oog op de invordering van het bedrag van de boete.

De vervolgingen ingesteld door de in het eerste lid bedoelde administratie verlopen overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

§ 8. De Koning bepaalt de termijn en de wijze van betaling van de administratieve boete, alsook de termijn voor het indienen van het verzoekschrift bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 9. De administratieve beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd, moet genomen worden binnen drie jaar na het feit dat aanleiding geeft tot een in deze wet bedoelde overtreding.

Die termijn wordt evenwel gestuit door de bovenvermelde onderzoeks- of vervolgingshandelingen, met inbegrip van de kennisgevingen van de procureur des Konings inzake het instellen van strafvervolgingen en het verzoek aan de overtreder om zijn verweermiddelen voor te dragen, voor zover ze verricht worden binnen de in het eerste lid gestelde termijn. Door deze rechtshandelingen begint een nieuwe termijn met dezelfde duurtijd te lopen, zelfs ten aanzien van personen die er niet bij zijn betrokken.

HOOFDSTUK V. — Overgangsbepalingen

Art. 17. § 1. De verzekeringstussenpersonen die bij de inwerkingtreding van deze wet reeds een jaar voltijds of drie jaar deeltijds de werkzaamheid van verzekeringstussenpersoon uitoefenen, krijgen een voorlopige toelating om die werkzaamheden verder uit te oefenen. In voorkomend geval krijgen de als verantwoordelijke voor de distributie aangewezen personen een voorlopige toelating om hun werkzaamheden verder uit te oefenen indien zij die bij de inwerkingtreding van deze wet reeds een jaar voltijds of twee jaar deeltijds uitoefenen.

Om de voorlopige toelating te behouden, moeten de verzekeringstussenpersonen, binnen zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet, bij de Controledienst voor de Verzekering een aanvraag indienen waaraan, in voorkomend geval, de naamlijst wordt toegevoegd van de als verantwoordelijke voor de distributie aangewezen personen.

De aanvraag moet vergezeld gaan van de nodige bewijsstukken waaruit blijkt dat de tussenpersonen voldoen aan de in artikel 10, 2°, 3°, 4° en 5°, gestelde vereisten. De voorlopige toelating vervalt van rechtswege wanneer dat bewijs niet wordt geleverd.

Le maintien de l'autorisation provisoire est également subordonné au paiement du droit d'inscription annuel prévu à l'article 10, 6°. A défaut de paiement dans le délai accordé par l'Office de Contrôle des Assurances, l'autorisation provisoire expire de plein droit.

Les intermédiaires qui bénéficient d'une autorisation provisoire peuvent, conformément aux dispositions de l'article 9, introduire une demande auprès de l'Office de Contrôle des Assurances en vue de leur immatriculation définitive au registre, dès qu'ils produisent les documents nécessaires établissant qu'ils satisfont également à la condition de connaissance fixée à l'article 10, 1°, ainsi qu'une déclaration que les responsables de la distribution satisfont également à cette condition de connaissance et que les autres personnes visées à l'article 3, alinéa 2, ont eu la formation de base requise.

§ 2. Les personnes d'une entreprise d'assurances désignées comme responsables pour la distribution, sont provisoirement autorisées à poursuivre leurs activités si elles les exercent déjà depuis un an à temps plein ou depuis deux ans à temps partiel au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. Afin de pouvoir conserver cette autorisation, les entreprises d'assurances concernées doivent communiquer la liste nominative prévue à l'article 12, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'Office de Contrôle des Assurances, ainsi qu'une déclaration que les personnes visées à l'article 2, § 2, deuxième alinéa recevront la formation de base requise avant l'expiration du délai fixé au § 3.

Dès que l'entreprise déclare que les personnes figurant sur la liste nominative précitée satisfont à l'exigence de connaissance visée à l'article 10, 1°, celles-ci peuvent, à la demande de l'entreprise concernée, faire l'objet d'une inscription définitive par l'Office de Contrôle des Assurances.

§ 3. L'autorisation provisoire prévue aux §§ 1er et 2, prend fin de plein droit au plus tard le premier jour du vingt-cinquième mois suivant celui de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 18. § 1er. Par dérogation à l'article 11, § 3, les règles suivantes s'appliquent pour l'immatriculation définitive des personnes qui ont obtenu une autorisation provisoire conformément aux §§ 1er et 2 de l'article 17 :

— à condition qu'elles aient respecté les dispositions de l'arrêté royal du 14 novembre 1961 instaurant des conditions d'exercice de la profession de courtier d'assurances dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, elles ne doivent satisfaire à aucune autre condition en matière de connaissances théoriques;

— à condition que :

a) les intermédiaires visés à l'article 17, § 1er, exercent leur activité visée à l'article 2 comme indépendant ou dirigeant d'entreprise depuis quatre ans ou depuis deux ans s'ils prouvent que pendant trois ans au moins ils ont en outre exercé cette activité pour un ou plusieurs intermédiaires ou entreprises d'assurances;

b) les responsables pour la distribution d'un intermédiaire ou d'une entreprise d'assurances, visés à l'article 17, §§ 1er et 2, ont exercé leur activité visée à l'article 2 pendant trois ans au moins pour un ou plusieurs intermédiaires ou entreprises d'assurances.

elles ne doivent pas apporter la preuve qu'elles ont acquis les connaissances professionnelles requises.

§ 2. Les autres personnes visées à l'article 2, § 2, alinéa 2, et à l'article 3, alinéa 2, qui exercent cette activité depuis deux ans au moins pour un ou plusieurs intermédiaires ou entreprises d'assurance au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont dispensées de la formation de base visée à l'article 11, § 4.

§ 3. Pour les personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont suivi ou suivent le cours spécialisé en assurances visé à l'article 11, § 3, 2°, seul est exigé un diplôme de l'enseignement moyen inférieur.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 19. L'arrêté royal du 14 novembre 1961 instaurant des conditions d'exercice de la profession de courtier d'assurances dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 20. Le Roi exerce les pouvoirs à Lui confiés par les dispositions de la présente loi sur proposition conjointe des ministres qui ont les Classes moyennes et les Affaires économiques dans leurs attributions.

Het behoud van de voorlopige toelating is eveneens onderworpen aan de betaling van het bij artikel 10, 6°, bepaalde jaarlijks inschrijvingsrecht. Bij gebreke van betaling van dit recht binnen de door de Controledienst voor de Verzekeringen toegestane termijn, vervalt de voorlopige toelating van rechtswege.

De tussenpersonen die een voorlopige toelating hebben, kunnen overeenkomstig het bepaalde in artikel 9 bij de Controledienst voor de Verzekeringen een aanvraag indienen tot definitieve inschrijving in het register, zodra zij de nodige documenten voorleggen die aantonen dat zij ook voldoen aan de in artikel 10, 1°, gestelde kennisvereiste, alsook een verklaring dat de verantwoordelijken voor de distributie ook aan die kennisvereiste voldoen en dat de andere personen bedoeld in artikel 3, tweede lid, de vereiste basisopleiding hebben gekregen.

§ 2. De als verantwoordelijke voor de distributie aangewezen personen van een verzekeringsonderneming krijgen een voorlopige toelating om hun werkzaamheden verder uit te oefenen indien zij die bij de inwerkingtreding van deze wet reeds een jaar voltijds of twee jaar deeltijds uitoefenen. Om die toelating te kunnen behouden, moeten de betrokken verzekeringsondernemingen, binnen zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet, de in artikel 12 bepaalde naamlijst overleggen aan de Controledienst voor de Verzekeringen, alsook een verklaring dat de personen bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, de vereiste basisopleiding zullen krijgen voor het verstrijken van de termijn bepaald in § 3.

Zodra de onderneming verklaart dat de op de naamlijst voorkomende personen voldoen aan de in artikel 10, 1°, gestelde kennisvereiste, kunnen dezen, op aanvraag van de betrokken verzekeringsonderneming, door de Controledienst voor de Verzekeringen definitief worden ingeschreven.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 bepaalde voorlopige toelating vervalt van rechtswege uiterlijk de eerste dag van de vijftiendagste maand volgend op die van de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 18. § 1. Voor de definitieve inschrijving van de personen die overeenkomstig de §§ 1 en 2 van artikel 17 een voorlopige toelating hebben gekregen, gelden, in afwijking van artikel 11, § 3, de volgende regels :

— mits zij voldaan hebben aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 14 november 1961 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van verzekeringsmakelaar in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en nijverheidsondernemingen, wordt van hen geen andere theoretische kennis geëist;

— mits :

a) de in artikel 17, § 1, bedoelde tussenpersonen hun werkzaamheid als bedoeld in artikel 2 als zelfstandige of als bedrijfsleider sedert vier jaar uitoefenen of sedert twee jaar indien zij bewijzen dat zij daarenboven ook gedurende minstens drie jaar die werkzaamheid hebben uitgeoefend voor een of meer tussenpersonen of verzekeringsondernemingen;

b) de in artikel 17, §§ 1 en 2, bedoelde verantwoordelijken voor de distributie van een tussenpersoon of van een verzekeringsonderneming gedurende minstens drie jaar de in artikel 2 bedoelde werkzaamheid hebben uitgeoefend voor een of meer tussenpersonen of verzekeringsondernemingen.

wordt van hen geen bewijs geëist dat zij de vereiste beroepskennis hebben verworven.

§ 2. De andere personen bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, en in artikel 3, tweede lid, die bij de inwerkingtreding van deze wet sedert minstens twee jaar die werkzaamheid uitoefenen voor een of meer tussenpersonen of verzekeringsondernemingen, worden vrijgesteld van de basisopleiding bedoeld in artikel 11, § 4.

§ 3. Voor de personen die bij de inwerkingtreding van deze wet de in artikel 11, § 3, 2°, bedoelde gespecialiseerde cursus in verzekeringen gevolgd hebben of volgen, volstaat een diploma van lager secundair onderwijs.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 19. Het koninklijk besluit van 14 november 1961 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van verzekeringsmakelaar in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 20. De Koning oefent de bevoegdheden die Hem zijn toegekend door de bepalingen van deze wet, uit op de gezamenlijke voordracht van de ministers die bevoegd zijn voor Middenstand en voor Economische Zaken.

Art. 21. La présente loi entre en vigueur à une date à déterminer par le Roi et au plus tard le 1er janvier 1996.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Art. 21. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 1996.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 95 — 1801

2 MAI 1995. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 19 octobre 1972 relatif à l'exécution des articles 221, 223 et 227 du Code judiciaire

Le Ministre de la Justice,

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 221, 223, alinéa 2, modifié par les lois des 24 mars 1980, 23 septembre 1985 et 16 juillet 1993 et 227, alinéa 2, modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'article 402ter de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, inséré par la loi du 27 décembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 218 du Code judiciaire dispose que les jurés sont tirés au sort au cours du mois de janvier, dans la dernière liste des personnes inscrites au registre des électeurs;

Considérant dès lors que le présent arrêté doit être pris et publié dans les plus brefs délais,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1972 relatif à l'exécution des articles 221, 223 et 227 du Code judiciaire, modifié par l'arrêté ministériel du 12 janvier 1995, les mots « de 1 à 10 » sont remplacés par les mots « de 1 à 0 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Bruxelles, le 2 mai 1995.

M. WATHELET

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 — 1801

2 MEI 1995. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 oktober 1972 betreffende de uitvoering van de artikelen 221, 223 en 227 van het Gerechtelijk Wetboek

De Minister van Justitie,

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 221, 223, tweede lid, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1980, 23 september 1985 en 16 juli 1993 en 227, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op artikel 402ter van de wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, ingevoegd bij de wet van 27 december 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 218 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat in de loop van de maand januari, de gezworenen bij loting uit de laatste lijst van de in het kiezersregister ingeschreven personen worden aangewezen;

Overwegende derhalve dat dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden genomen en bekendgemaakt,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, derde lid, van het ministerieel besluit van 19 oktober 1972 betreffende de uitvoering van de artikelen 221, 223 en 227 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 12 januari 1995, worden de woorden « van 1 tot 10 » vervangen door de woorden « van 1 tot 0 ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

Brussel, 2 mei 1995.

M. WATHELET

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 1802

[C — 18121]

19 MAI 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 octobre 1993 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1970 portant approbation de la décision du 21 avril 1970 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 1802

[C — 18121]

19 MEI 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 oktober 1993 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1970 houdende goedkeuring van het besluit d.d. 21 april 1970 van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de lidstaten door eigen middelen van de Gemeenschappen;